

Accepter la posidonie sur les plages, encore un effort

« Elles sont utiles, mais nous ennuiant. » Pas follement élégante, la formule d'un maire varois résume la difficulté. Tous les touristes n'acceptent pas la plante marine, pourtant si précieuse.



S'il y en a ici, c'est qu'il y en a là – et vice versa. Elle oxygène l'eau, consolide la plage. Mais la posidonie est parfois considérée, à tort, comme une algue déplaisante. « Aidez-nous à faire sauter le verrou psychologique », disent les maires du littoral varois.

(Photos Camille Dodet et Olivier Jude)

Si nous voulons des fonds marins vivants, qui abritent les organismes vivants et oxygènent notre atmosphère, nous avons besoin de la posidonie. Les eaux claires dévoilent parfois cette plante à fleurs méditerranéenne, qui s'assimile à une herbe sous-marine, et non à une algue. Les posidonies n'ont que des avantages écologiques, mais ne font pas encore partie de la carte postale, dès lors que leurs feuilles mortes atteignent les plages. Verdict : les vacanciers s'en plaignent et cela tracasse les élus locaux. « Les maires sont des fainéants ! Ils ne veulent pas ratisser leurs plages ! C'est sale ! Voilà ce que disent les gens », se désole Gil Bernardi, maire du Lavandou, lors de la réu-

nion annuelle du Syndicat varois des communes du littoral varois (SCLV), qu'il préside. Et, se tournant vers le préfet du Var : « Le verrou est psychologique. Tout seuls, on n'y arrivera pas. »

Échangistes

Représentant l'État, Évence Richard assure du concours des services « sur la communication et les outils ». Mais ce sera « au cas par cas, plage par plage. Les solutions ne sont pas partout les mêmes ». Par exemple, enfouir les posidonies sous le sable de la plage. Ou bien les transporter sur une barge, pour les larguer au large. « Elles sont utiles, mais nous ennuiant », lâche un maire, prosaïque. La moindre action doit être

autorisée, car la posidonie est une espèce protégée.

Prise en exemple, la plage de Saint-Clair au Lavandou, où un coup de mer a déposé « des dunes de posidonie » au mois de juin. « On ne pouvait ni enfouir, ni mettre en décharge », illustre Gil Bernardi, comparant la présence de la plante, « au sparadrap du capitaine Had-dock ». Fermez le ban !

Au final, c'est dame nature qui a réglé le problème, à grands coups de vagues. Le 31 juillet, tout est reparti, « naturellement ». Autre grain de sable, le renflouement des plages. « Nous sommes des communes échangistes... en sable, mais cela devient compliqué d'exporter le sable d'une commune qui en a trop, à une autre, qui en

manque, livre encore le président du SCLV. Il y a des mètres cubes de sable qui bouchent le port de Bormes-les-Mimosas, et nous, on peut le récupérer. Ce qui marche, il faut le conserver. »

« Pas d'objection », répond le préfet du Var, qui propose une démarche pluriannuelle, pour éviter de devoir monter un dossier administratif chaque année. « Le sable est notre richesse, notre fonds de commerce. Qu'au moment de l'afflux touristique, nous ayons plus de souplesse », demande Gil Bernardi. Le sable amené sur les plages, justement, abîme le milieu marin, répondent des associations, dans une récente action en justice.

SONIA BONNIN

TRAIT DE CÔTE « EN BORDEL »

Toutes les communes du littoral sont concernées par l'érosion. Et sont plus ou moins vulnérables au recul du trait de côte. L'État et les communes doivent avancer sur ce sujet inscrit dans la loi Climat et résilience. Mais avec quelles modalités ? Ici, le mille-feuille administratif semble toucher au paroxysme : « C'est le bordel », « la chienlit », lâchent des maires. « Le maire sera bien au stylo, nos services ont vocation à vous accompagner », répond l'État. Le vrai sujet sera de choisir « une stratégie d'ensemble, sans faire un blockhaus. S'adapter, ce n'est pas Fort Knox. » Les élus demandent « de la souplesse », « chacun sait les besoins urgents dans sa commune ». On entend parler digues, enrochements, tombolo de Giens. Les projets seront corsetés par la limite du 0,1 % d'artificialisation du littoral, à l'échelle de toute la façade méditerranéenne française. Et on sent bien que tout le monde n'a pas la même vision de l'adaptation. D'ici la fin de l'année, une première liste des communes varoises, volontaires pour adhérer, devrait être bouclée. Un décret est annoncé pour début 2024.

Plainte contre les recharges en sable à St-Mandrier

L'Association pour la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie de la presqu'île de Saint-Mandrier (APE) annonce, dans un communiqué, qu'elle a déposé une plainte auprès du procureur de la République pour « destruction d'espèces protégées ». Plainte cosignée par France Nature Environnement (FNE), section Var et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Déjà un recours

Les trois associations soutiennent que « depuis des années, les recharges en sable exogène des plages de la presqu'île sont réalisées soit

sans aucune autorisation, soit autorisées par la Dreal-Paca⁽¹⁾ mais sans aucune étude d'impact environnemental. C'est le cas de la plage de Sainte-Asile dont le rivage abrite pourtant une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff), la Znieff de l'herbier de posidonie de l'anse des Sablettes qui compte d'autres espèces protégées. En 2023, aucune de ces opérations n'a été autorisée. C'est pourquoi une plainte a été déposée ». Celle-ci fait suite à un premier recours contentieux au tribunal administratif de Toulon, déposé en août 2022, contre la décision

de la Dreal de dispenser les recharges en sable de carrière de la plage de Sainte-Asile de toute étude environnementale. « Le jugement est toujours en attente à ce jour. »

« Conforme aux recommandations du ministère »

S'appuyant sur des articles scientifiques et « pourtant repris par la Dreal », l'APE et FNE défendent que « l'artificialisation du littoral constitue la première cause de recul de l'herbier de posidonie et de nombreuses pratiques liées à la gestion des plages continuent de lui porter at-



Deux associations ont porté plainte contre le rechargement en sable à Saint-Mandrier. (Photo DR)

teinte lors de... rechargement des plages (dégradation de l'herbier par augmentation de la turbidité et étouffement) et l'évacuation des banquettes qui engendre la destruction de l'habitat, et rend les plages plus vulnérables à l'érosion ». Invité à réagir, le maire de Saint-Mandrier n'est pas inquiet. Il rappelle que « la technique employée depuis

des années sur la commune est celle dite du mille-feuille : une couche de sable, une couche d'herbier, et ainsi de suite, que l'on répartit sur l'ensemble de la plage. Ce que l'on fait, chaque printemps après les largades, est parfaitement conforme à l'autorisation de la Dreal, ainsi qu'aux recommandations du ministère de l'Environnement. Et il faut par ailleurs noter que c'est la métropole qui gère les plages », conclut Gilles Vincent.

J. P.

jpollot@nicemat.in.fr

(1) Dreal : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement